

La sauvegarde d'Israël et de la Palestine passe par les Nations unies

Partage international n° [423](#) - Novembre 2023

par Jeffrey D. Sachs

A la suite de l'attaque haineuse du Hamas sur des civils israéliens innocents, des hauts gradés de l'armée israélienne menacent la bande de Gaza de nettoyage ethnique. Ce serait une nouvelle *nakba* (mot arabe désignant un désastre), analogue à l'expulsion massive des Palestiniens de leurs terres et de leurs foyers en 1948. Si l'État d'Israël commettait des crimes de guerre de large envergure en dépit des appels à la retenue, il mettrait fondamentalement en péril sa sécurité nationale.

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a parlé clairement, de façon convaincante et éloquente de la nécessité d'un cessez-le-feu, de la libération des otages, de la protection des civils de Gaza, du soutien envers la sécurité d'Israël, et d'un pas décisif vers un État palestinien dans le cadre des précédents accords des Nations unies. En cela, il parle au nom d'une grande majorité de l'humanité et des États membres de l'Onu, qui cherchent la paix et la justice pour les Israéliens comme pour les Palestiniens.

Les cinq membres du Conseil de sécurité de l'Onu (P5) - Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine - ont un intérêt commun à un cessez-le-feu suivi d'un accord général incluant un État palestinien. Les cinq nations du P5 désirent de bonnes relations tant avec Israël qu'avec le monde arabo-musulman. Toutes ont un fort intérêt national pour la paix, qui inclut la sécurité israélienne et le statut d'État pour la Palestine.

Un passage critique

Cela est vrai même pour les Etats-Unis : s'ils soutenaient - même indirectement - le nettoyage ethnique à Gaza, cela signifierait la fin de l'influence américaine dans le monde arabe, influence déjà sur le déclin.

A. Guterres a défini les contours d'un accord pour la paix : « *Nous sommes à un moment d'escalade*

désastreuse, et nous nous trouvons à un passage critique. Il est impératif que toutes les parties prenantes et celles qui les influencent fassent tout ce qu'elles peuvent pour éviter toute nouvelle violence ou débordement du conflit en Cisjordanie ou ailleurs dans la région [...].

« Tous les otages détenus à Gaza doivent être libérés. Les civils ne doivent en aucun cas être utilisés comme boucliers. La loi humanitaire internationale - y compris la convention de Genève - doit être respectée et appliquée. Les civils des deux camps doivent être protégés en toute circonstance. Les hôpitaux, les écoles, les cliniques et les bâtiments ne doivent jamais être pris pour cible [...].

« Quelle que soit la solution à cette tragédie, à cette épreuve de mort et de destruction qui dure depuis des décennies, elle requerra la pleine reconnaissance de la situation des Israéliens comme des Palestiniens, de leurs réalités et de leurs perspectives [...].

L'État d'Israël doit voir ses besoins légitimes en matière de sécurité se matérialiser, et les Palestiniens doivent pouvoir concrétiser une perspective claire pour établir un État palestinien, en accord avec les résolutions des Nations unies, la loi internationale et les accords précédents. Si la communauté internationale soutient vraiment ces deux objectifs, elle doit trouver un moyen de travailler ensemble afin de parvenir à des solutions réelles et durables - solutions qui seront basées sur notre humanité commune et qui reconnaîtront le besoin des peuples de vivre ensemble, malgré le passé et les circonstances qui les déchirent. »

Il ne faut pas qu'il y ait de division géopolitique parmi les puissants en ce qui concerne cette crise. Les liens de la Russie avec Israël sont très forts, en partie à cause des centaines de milliers de Juifs russes qui vivent en Israël. Le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Etats-Unis ont également des liens économiques, technologiques, culturels et historiques importants avec Israël. Quant à la Chine, ses relations avec l'État du Levant sont anciennes et solides, même si elle n'en partage pas la culture.

Pour autant, aucune de ces puissances ne veut s'aliéner le monde arabo-musulman. Chacune d'entre elles a une importante population musulmane : 1 ou

2 % pour les Etats-Unis et la Chine, environ 7 % pour le Royaume-Uni et l'Union européenne, et environ 10 % pour la Russie. De plus, toutes ont des liens économiques, sécuritaires et culturels significatifs avec le monde arabe ou musulman.

Le groupe P5 doit s'efforcer de toute urgence de parvenir à une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu ouvrant la voie à la paix et à un État palestinien (ou encore à un État unique basé sur l'égalité et la démocratie, si les Israéliens et les Palestiniens préfèrent cela à une division du territoire). La Russie est, paraît-il, sur le point de proposer une résolution de paix. Les Etats-Unis doivent résister à leur réaction réflexe consistant à s'opposer à toute initiative russe, et travailler avec la Russie et les autres membres du groupe de sécurité pour la cause commune de la paix.

Les Israéliens et les Palestiniens, hélas, sont divisés en trois groupes que l'on pourrait désigner comme les faiseurs de paix, les sceptiques et les fondamentalistes. Les premiers pensent la paix possible par le biais de négociations. Les sceptiques sont si profondément méfiants de l'autre camp qu'ils ne croient pas à la paix. Les fondamentalistes, une minorité résolue qui existe dans les deux camps, croient que Dieu leur a accordé cette terre, si bien que l'autre camp n'aurait aucun droit du tout.

Les faiseurs de paix sont prêts pour la paix. Les sceptiques peuvent être ralliés avec suffisamment de respect, de diplomatie et de réalisme dans les négociations, ainsi qu'avec le soutien du Conseil de sécurité pour une paix négociée (incluant des gardiens de la paix, les financements et d'autres instruments pour l'appliquer). Les fondamentalistes des deux camps seront déçus. Il faut pourtant leur rappeler que les droits humains et la dignité pour tous sont reconnus dans la Déclaration universelle des droits humains et portés par l'Onu.

De temps à autres, des dirigeants courageux se sont levés et ont convaincu les sceptiques d'essayer la paix, et ont proclamé aux fondamentalistes de tout crin que tous méritent le respect et la justice. Anouar

el-Sadate, en Égypte, était ce genre de personne remarquable. De même que l'était Yitzhak Rabin en Israël. Les deux furent assassinés par des fondamentalistes de leur propre pays, martyres de la paix, comme d'autres l'ont été à notre époque : Mahatma Gandhi, John et Robert Kennedy, Martin Luther King.

Souvenons-nous des paroles de Jésus, lui-même martyrisé : « *Bénis soient ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés fils de Dieu.* »

Le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu, avant son gouvernement d'« unité » actuel, a été le plus à droite de l'histoire du pays. Plusieurs membres du cabinet actuel appartiennent à l'extrême-droite. Les médias israéliens relaient des appels à faire de Gaza un endroit où « *aucun humain ne puisse vivre* ». Il ne doit y avoir aucune place dans les affaires d'une nation, et encore moins aux Nations unies, pour des idéologies de haine.

Les nations du monde sous la houlette de la charte des Nations unies et défendant la Déclaration universelle des droits humains, doivent agir urgemment pour aider à sauver Israël et la Palestine. Si Israël tentait de provoquer une autre *nakba*, le pays souffrirait la mort horrible de ses propres jeunes hommes et femmes au combat, tuerait des milliers de personnes et déplacerait des centaines de milliers de Palestiniens innocents, tout en entachant le nom d'Israël pour les générations à venir. Le Conseil de sécurité de l'Onu doit éviter cette calamité en apportant son soutien aux millions d'Israéliens et de Palestiniens qui aspirent à une paix durable, apportant sécurité et justice pour tous.

Israël, Moyen-Orient **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Sources : Common Dreams

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers